

CONSTRUIRE LA GRÈVE DANS L'ÉDUCATION



Amélie Oudéa-Castéra est l'emblème de la Macronie décadente : des arrivistes et des hors-la-loi, qui défendent une vision militaire et réactionnaire de la société. La nouvelle ministre ne fait qu'approfondir le sillon ouvert par Blanquer. C'est-à-dire en finir avec l'élévation du niveau de connaissance, d'étude et de diplôme pour tou·tes.

OUDÉA : CASSE-TOI !

Les études scientifiques sur les groupes de niveaux montrent qu'ils ont un effet négatif sur les élèves les plus faibles. Macron et ses épigones défendent une école à deux vitesses, centrée sur les apprentissages fondamentaux au détriment de l'ouverture sur le monde (arts, technologie, culture, qui vont être amputés). Nous devons prendre au sérieux l'injonction au « réarmement idéologique » de Macron. Il s'agit de mettre au pas la jeunesse dangereuse (depuis la mobilisation contre le meurtre de Nahel par la police le 27 juin), en insistant sur l'enseignement civique et le service national universel (SNU). C'est le retour des écoles-casernes.

DE L'ARGENT, IL Y EN A : À L'ÉCOLE DES CASTÉRA !

Lorsqu'on veut détruire un service public, on le

LE SÉLI DES 1007 DIFFÉRENCES



ÉCOLE PUBLIQUE



ÉCOLE PRIVÉE

privé de moyens : 2 500 postes d'enseignant·es supprimés dans l'École publique pour l'année prochaine. Les réformes en cours (notamment au lycée pro) n'arriveront même pas à masquer la misère. Ce gouvernement favorise l'enseignement privé, dont le budget (+6,7 %) croît plus vite que l'inflation. Nous voulons en finir avec le séparatisme scolaire, dont Oudéa-Castéra est l'emblème. Le NPA revendique la nationalisation immédiate, sans rachat ni compensation, des écoles privées.

UNE GRÈVE QUI DOIT EN APPELER D'AUTRES

La grève du 1^{er} février arrive alors que le gouvernement est affaibli. Nous devons saisir ce moment, pour étendre et développer la mobilisation. Déjà, les syndicats de l'éducation du 93 appellent à ne pas faire la rentrée en février, pour obtenir un plan d'urgence pour leur département. Il faut amplifier cette initiative : que chaque établissement, ville ou département organise des assemblées générales pour chiffrer les besoins et discuter des prochaines dates de grève.

Nous exigeons :

- l'augmentation immédiate des salaires de 300€ et un plan de recrutement massif,
- l'abandon des groupes de niveaux et la limitation des effectifs de classe pour permettre à tou·tes de s'émanciper,
- l'inclusion de tou·tes les élèves en classe,
- la rénovation du bâti scolaire et la nationalisation immédiate des écoles privées,
- l'abandon immédiat du SNU et une redistribution des moyens pour l'École publique.

Lundi 29 janvier 2024

